

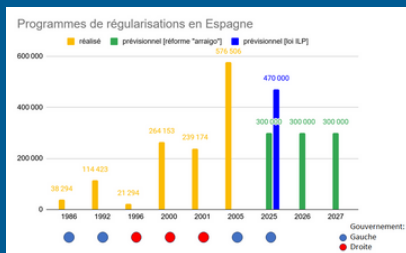


Intégration et travail : un moteur de croissance assumé

En l'absence d'immigration, l'Espagne est exposée à un déclin démographique qui mettrait son modèle social et économique sous forte tension. La politique migratoire espagnole est donc à considérer en regard de ses projections démographiques, compte tenu des besoins de main-d'œuvre d'une économie en croissance, ainsi que d'un modèle social redistributif reposant largement sur la proportion d'actifs au sein de sa population.

Début 2025, l'Espagne est le seul pays européen à voir son PIB croître (de 3,2% en 2024), l'immigration est un facteur y participant. L'Espagne a ainsi su lier politique migratoire et besoins économiques en s'appuyant sur l'immigration pour soutenir sa croissance, notamment via l'intégration d'immigrés déjà présents sur son territoire. Malgré les tentatives d'organiser l'immigration du travail, notamment par le biais de quotas, la politique mise en place n'a pas fonctionné, l'immigration de travail régulière reste assez faible. Les régularisations de travailleurs sans-papier ont en revanche concerné 1,25 million de personnes entre 1985 et 2006, et quelques 900 000 sont prévues à partir de 2025, avec des dispositifs assouplis.

L'impact des régularisations a été évalué depuis 2005 : aucune hausse des flux migratoires n'a été observée, contredisant la théorie de l'appel d'air. Au contraire, l'emploi formel a progressé pour les immigrés sans affecter celui des nationaux, tandis que l'emploi informel a reculé. Les recettes fiscales ont crû sans hausse des dépenses publiques. Ces régularisations ont ainsi favorisé l'intégration, stimulé l'économie et amélioré les conditions de travail sans effet négatif mesurable.



Les organisations patronales espagnoles, telles que la CEOE et les branches professionnelles, jouent un rôle moteur dans la politique espagnole d'immigration de travail.

L'augmentation de la main-d'œuvre disponible en Espagne est ainsi entièrement due à l'immigration, avec un taux d'actifs parmi les immigré-es de 78%, contre 63% dans la population espagnole. Le taux d'activité global des étrangers-ères est supérieur à celui des Espagnol-es, en raison d'une plus grande concentration des étrangers-ères dans la tranche d'âge 25 - 54 ans, ainsi que dans les zones géographiques à fort emploi. Ainsi, selon une étude, si les étrangers-ères abandonnaient le marché du travail, l'économie espagnole perdrait immédiatement 16,9 millions d'emplois.